

# «Le multiculturalisme tue toute identité commune enracinée dans une histoire»



*Mathieu Bock-Côté est un observateur pénétrant des États-Unis comme de l'Europe, et tout particulièrement de la France, qui lui est chère.*

---

Vox Societe (<http://premium.lefigaro.fr/vox/societe/>) | Par [Mathieu Bock-Côté \(#figp-author\)](#)

Mis à jour le 11/04/2016 à 08h18

---

Figure de la vie intellectuelle québécoise, le sociologue Mathieu Bock-Côté dépeint avec précision, rigueur et bonheur d'expression les sources, les manifestations et les ultimes conséquences du bouleversement majeur qui affecte notre monde.

## Un nouvel esprit public

Contrairement à ce qu'on laisse souvent croire, le radicalisme des années 1960-1970 n'est pas disparu au moment du passage à la maturité de ceux qui s'étaient lancés dans une des nombreuses luttes ouvertes par le gauchisme: tout au contraire, il a profondément transformé la culture politique et la dynamique idéologique des sociétés occidentales. On pourrait reprendre l'hypothèse de Philippe Raynaud: si la gauche radicale n'est pas reconnue comme telle, c'est en bonne partie parce qu'elle est parvenue à imposer ses catégories dans la vie publique. (...) Notre monde, loin d'être sous-idéologisé, est «suridéologisé», mais nous n'en sommes plus conscients, tellement l'idéologie dominante est si écrasante qu'on ne voit plus qu'elle. (...) Les institutions restent à peu près les mêmes et, au premier regard, les démocraties occidentales écrivent leur histoire à l'encre de la continuité. Il n'en demeure pas moins qu'en s'investissant d'une toute nouvelle philosophie, elles ont transformé en profondeur leur vocation.

## L'idée fixe de la domination

Foucault prend le relais de Marx comme inspirateur de la gauche radicale. (...) La domination serait partout, surtout où on ne la voit pas: elle serait présente dans les rapports les plus intimes entre les êtres, elle serait constitutive de la culture. (...) Toute autorité devient une domination illégitime à déconstruire. (...) Ce qui se dessine déjà, c'est la figure de l'individu auto-référentiel, hors-sol, délivré de tout rapport de filiation, et ne se reconnaissant aucune dette à l'endroit de l'héritage qu'il a reçu et de la communauté politique qu'il habite. (...) Le mouvement des «immigrés», celui des «femmes», celui des «homosexuels», celui des «prisonniers», celui des «psychiatrisés» - tous ces mouvements qui, en eux-mêmes, ont peu de choses en commun, sont appelés à féconder l'action politique, pour la décentrer des institutions prédominantes et ouvrir le domaine public à l'expression d'une diversité inédite de formes de vie, le point culminant de cette théorisation de l'émancipation se retrouvant dans les «queer studies». (...) De la lutte des classes périmée, on passera à un nouveau modèle susceptible d'articuler les luttes sociales: la politique des identités. **Les classes populaires ont déserté la guerre** (<http://www.lefigaro.fr/vox/societe/2016/03/07/31003-20160307ARTFIG00253-ivan-rioufol-gilles-finchelsteinla-france-est-elle-menacee-par-la-guerre-civile.php>) révolutionnaire? Le peuple n'est plus à gauche? On se fabriquera une série de petits peuples de substitution.

## L'obsession du respect

---

**On réduira plus souvent qu'autrement la contestation à autant de propos haineux, cette catégorie en venant à s'étendre progressivement à toute défense significative des valeurs traditionnelles ou nationales**

---

La théorie de la reconnaissance vient ici fonder la légitimité de l'action thérapeutique d'un État devant travailler à rehausser l'estime de soi de ceux qui l'habitent. (...) À terme, il faudra **créer la culture commune la moins offensante possible envers les minorités** (<http://www.lefigaro.fr/vox/monde/2015/08/27/31002-20150827ARTFIG00339-multiculturalisme-quand-s-y-opposer-deviendra-illegal.php>), ce qui impliquera

souvent, comme on le voit de plus en plus depuis le début des années 1990, de multiplier les «speech codes» et de criminaliser les propos offensants, dans la mesure où la liberté d'expression ne devrait pas tolérer l'expression de propos en contradiction avec les formes contemporaines du vivre-ensemble. On connaît les origines du politiquement correct, qui se trouve dans les campus américains marqués par l'héritage des *radical sixties*. (...) Le politiquement correct se présente ainsi comme une forme de discipline morale de la parole publique dans une société reconnaissant par exemple le droit de ne pas être offensé, le droit aussi de ne pas voir transgressés ses symboles identitaires les plus fondamentaux. On pourrait parler d'une reformulation postmoderne de la censure. Il faut ainsi assurer une surveillance rigoureuse aussi bien des discours militants que de l'humour, pour s'assurer qu'ils n'expriment aucune contestation de la nouvelle orthodoxie de la reconnaissance. On réduira plus souvent qu'autrement la contestation à autant de propos haineux, cette catégorie en venant à s'étendre progressivement à toute défense significative des valeurs traditionnelles ou nationales. (...) Il faudrait donc, pour éviter de blesser les nouveaux venus, dissoudre la culture dans une forme d'indétermination historique, la nation se réduisant désormais à un pacte juridique.

## Épurer passé et musées

C'est désormais un rituel, ou presque: d'une nation à l'autre, on exhume du passé des figures illustres ou oubliées pour les soumettre à un procès implacable: ils n'anticiperaient pas la société présente, ils ne se seraient pas pliés à l'avance aux valeurs que nous chérissons. Ils témoigneraient même d'un autre rapport au monde, qui nous est absolument incompréhensible. (...) C'est ce qu'appelle généralement la repentance, qui a partout la cote, qu'il s'agisse de renoncer à célébrer Austerlitz en France, d'accuser de sexisme le mouvement patriote du XIXe siècle au Bas-Canada ou de déboulonner les statues qui, à Londres, rappellent trop la mémoire de l'Empire britannique. C'est la passion morbide de la commémoration négative: nous ne tolérons plus dans l'imaginaire collectif des hommes qui, d'une manière ou d'une autre, contredisent le présent et laissent croire que l'humanité a pu vivre autrement, en vénérant d'autres dieux ou d'autres valeurs. (...) Dans sa formulation la plus grossière et la plus caricaturale, l'historiographie victimaire finit toujours par désigner à la vindicte publique l'homme blanc hétérosexuel, coupable d'une société qu'il aurait construit à son avantage exclusif. (...)



*«Le  
Multiculturalisme  
comme religion  
politique»*

L'histoire ne serait valable qu'à la manière d'une pédagogie pour l'avenir, le passé étant filtré à partir d'un présentisme intransigeant criminalisant les formes sociales et culturelles traditionnelles qui ne seraient pas compatibles avec les nouvelles exigences de l'émancipation. La mémoire est devenue un enjeu de politique publique dans la perspective d'une dénationalisation de la conscience historique, les gouvernements devant construire publiquement une mémoire «inclusive», susceptible d'assurer leur visibilité historique aux groupes marginalisés. C'est ainsi que les mois consacrés aux minorités se multiplient et que les musées sont invités à exposer une nouvelle vision de l'histoire, ayant pleinement intériorisé l'impératif diversitaire. Theodore Dalrymple a montré comment en Grande-Bretagne au début des années 2000, on a cherché à rendre le financement des musées conditionnel à leur capacité à attirer une clientèle provenant des minorités ethniques et culturelles. (...) Évidemment, on tenait pour acquis qu'il serait pour cela nécessaire de transformer le contenu et la présentation des expositions pour les amener à participer à la reconstruction multiculturelle de l'imaginaire et de l'identité britannique. La mise en scène de la culpabilité occidentale est au programme.

## L'État rééducateur

Les classes populaires «nationales» sont désormais classées parmi les populations «ennemies», ou à tout le moins, parmi les classes dominantes et désormais appelées à sacrifier une partie de leur bien-être pour les nouveaux peuples marginaux dévoilés par la sociologie antidiscriminatoire. (...) Il faut non seulement déprendre l'emprise de la majorité sur les minorités: il faut réformer la majorité pour l'amener à consentir à ce nouveau monde où elle ne sera plus qu'une

communauté. La majorité doit vouloir la fin de ses privilèges, elle doit désirer ardemment s'en déprendre, s'en délivrer. (...) Il faut transformer les attitudes devant la diversité: la majorité doit s'enthousiasmer du fait qu'elle deviendra une minorité, elle doit aimer le multiculturalisme. (...) Ce n'est pas le moindre paradoxe de la culture libertaire qui a pris forme avec les *radical sixties* qu'elle ne peut se diffuser qu'à travers une reconstruction autoritaire de la société.

## Les droits contre la démocratie

La démocratie représentative semble périmée car **elle ne sait plus trop quel peuple elle doit représenter**

**(<http://www.lefigaro.fr/vox/politique/2015/03/23/31001-20150323ARTFIG00445--le-mepris-du-peuple-et-l-insecurite-culturelle-les-livres-doit-lire-manuel-valls.php>)**. L'identité du peuple n'étant plus présumée, son existence même

étant remise en question, il n'est plus possible de penser l'espace public sous une forme unitaire, où les individus appartenant à une même communauté historico-politique se diviseraient ensuite selon des lignes essentiellement idéologiques. (...) Si la souveraineté populaire n'est pas officiellement abolie, évidemment, elle est désormais réduite à une portion minimale du pouvoir politique et n'est plus investie d'aucune charge existentielle. Le pouvoir démocratique est condamné à l'impuissance. Un constitutionnalisme approprié à la société pluraliste sera appelé à exercer une souveraineté surplombante sur le corps social pour justement piloter sa transformation égalitariste dans le langage du droit. Les groupes marginalisés, les minorités sont appelés à faire valoir leurs droits contre les pratiques sociales qui limiteraient leur émancipation, le droit devenant un recours prioritaire à mobiliser contre la souveraineté populaire, assimilée plus souvent qu'autrement à une tyrannie de la majorité, la gauche multiculturelle voyant justement dans les droits humains un instrument privilégié pour piloter à l'abri des controverses politiques classiques l'avancement des revendications minoritaires.

## Le Canada, un laboratoire

On le sait, le multiculturalisme est une doctrine d'État au Canada, mais il faut voir à quel point cette mutation identitaire a été portée par la classe intellectuelle qui a reconnu justement dans sa reconstruction diversitaire la marque distinctive de l'identité canadienne. Sans abuser d'un langage paradoxal, on pourrait dire que le Canada trouverait son identité propre dans le fait de ne pas avoir d'identité nationale distinctive, John Ibbitson allant même jusqu'à affirmer que le génie

propre à l'identité canadienne serait justement de n'être porteuse d'aucune signification historique particulière, ce qui faciliterait son appropriation par les immigrés qui n'auraient aucunement à se départir de leurs appartenances culturelles préalables pour devenir canadiens. En fait, le Canada se serait reconstitué et refondé sur une dissociation radicale entre la communauté politique et son expérience historique, et c'est justement cette prétention à se fonder sur une utopie plutôt que sur une mémoire qui en ferait un paradis diversitaire à nul autre pareil parmi les sociétés contemporaines. Selon la formule de John Ibbitson, les pays qui ont le moins d'histoire seraient aujourd'hui ceux qui ont le plus d'avenir.

*\*Le Multiculturalisme comme religion politique, de Mathieu Bock-Côté, éditions du Cerf, 368 p., 24€, en librairie le 15 avril.*

Cet article est publié dans l'édition du Figaro du 11/04/2016. **Accédez à sa version PDF en cliquant ici (<http://kiosque.lefigaro.fr/le-figaro/2016-04-11>)**



Mathieu Bock-Côté

---